



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de sécurisation des bâtiments
administratifs et logements de service inoccupés de
l'Unité Territoriale Boucles de la Seine**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine
Unité territoriale Boucles de la Seine et Loire Aval
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
1.6 - Montant estimatif	5
2 - Pièces contractuelles	8
3 - Durée et délais d'exécution	8
3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	8
3.2 - Reconduction	8
3.3 - Adresse d'exécution	8
4 - Prix	8
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
4.2 - Modalités de variation des prix	9
4.3 - Barème du titulaire	9
5 - Garanties Financières	9
6 - Avance	9
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
6.2 - Garanties financières de l'avance	11
7 - Modalités de règlement des comptes	11
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
7.2 - Présentation des demandes de paiement	11
7.3 - Délai global de paiement	12
7.4 - Paiement des cotraitants	12
7.5 - Paiement des sous-traitants	12
8 - Conditions d'exécution des prestations	12
8.1 - Prescriptions des fabricants	12
8.2 - Documents de références	13
8.3 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	13
8.4 - Responsabilité sociétale des entreprises	13
8.4.1 - Droits de l'homme	13
8.4.2 Relations et conditions de travailleurs	14
8.4.3 Protection de l'utilisateur	14
8.4.4 Loyauté des pratiques	14
9 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
10 - Constatation de l'exécution des prestations	15
11 - Garantie des prestations	15
12 - Mesures d'ordre sociale - Application de la réglementation du travail	15
13 - Clauses sur les intervenants étrangers et travailleurs détachés	15
14 - Pénalités	17
14.1 - Pénalités de retard	17
14.2 - Suivi de l'exécution	18
15 - Assurances	18
16 - Résiliation du contrat	18
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	18
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
17 - Règlement des litiges et langues	19
18 - Conflit d'intérêt	19
19 - Obligation de confidentialité	19

20 - Dérogations 19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Prestations de sécurisation des bâtiments administratifs et logements de service inoccupés de l'Unité Territoriale Boucles de la Seine

Prestations de sécurisation des bâtiments administratifs et logements de service inoccupés de l'Unité Territoriale Boucles de la Seine - alarmes et caméras avec astreinte, portes blindées, condamnation des ouvrants et autres prestations liées aux intrusions

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

L'Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine, pour les sites d'intervention suivants :

- Chatou (92) ;
- Bougival (78) ;
- Andrésy (78) ;
- Mézy sur Seine (78) ;
- Hardricourt (78) ;
- Les Mureaux-rive continentale (78) ;
- Limez-Ville (78) ;
- Méricourt (78) ;
- Notre Dame de la Garenne (27) ;
- Pose - Amfreville sous les Monts (27) ;
- Rouen (76).

La liste des bâtiments fait l'objet des documents compris dans le DCE.

1.2 - Décomposition du contrat

Lot n°1 : gardiennage par vigiles et maîtres-chiens

Lot n°2 : télésurveillance, vidéosurveillance, levées de doute, condamnation des ouvrants (tôlage, murage, portes blindées) et autres prestations liées aux intrusions

Les candidats ne peuvent présenter une offre que pour 1 seul des lots.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la date et le numéro du marché ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.6 - Montant estimatif

Le montant total estimatif des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit pour la durée totale de l'accord-cadre :

Lot 1 : Gardiennage-maitres-chiens

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	5 000,00 €	30 000,00 €
2	10 000,00 €	30 000,00 €
3	15 000,00 €	30 000,00 €
4	0,00 €	0,00 €
Total	30 000,00 €	90 000,00 €

Lot 2 : Télésurveillance-vidéosurveillance, levée de doute, condamnations des ouvriers

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	15 000,00 €	60 000,00 €
2	20 000,00 €	60 000,00 €
3	25 000,00 €	60 000,00 €
4	0	0
Total	60 000,00 €	180 000,00 €

Ces besoins sont donnés à titre indicatif et ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution du marché.

1.7 Clauses sociales

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des articles L2112-2 à 4 et L2312-1 et 2 du Code de la Commande Publique. L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage pour l'exécution de cet accord-cadre, à mettre en oeuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en respectant le nombre d'heures défini à l'article 9 de l'acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en oeuvre de la clause d'insertion.

Dans ce cadre, ils se tiennent à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en oeuvre de la clause d'insertion.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non -conformité au cahier des charges.

Les coordonnées du facilitateur qui se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en oeuvre de la clause d'insertion :

Département du 92
MAISON DE L'EMPLOI RUEIL SURESNES
128, rue Danton
92500 RUEIL-MALMAISON
Tél : 01-57-61-45-80
Facilitateur : Ibtissame FARFAR
Mail : i.farfar@mderueilsuresnes

Département du 76
PLIE de la CREA Métropole Rouen
14 bis, avenue Pasteur
76 000 ROUEN
Tél : 02 32 76 69 46
Facilitateur : Daphnée ANGOT
Mail : daphne.angot@metropole-rouen-normandie.fr
Département du 27
PLIE de l'Agglomération Seine et Eure
1, Place Ernest Thorel
CS 10514
27405 LOUVIERS
Tél : 02 32 50 89 41
Facilitateur : Kamel DJEMA
Mail : kamel.djema@seine-eure.com

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

Engagement du titulaire

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.7.1 - Publics visés

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Bénéficiaires du RSA (en recherche d'emploi)
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du Travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - o Sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP)
 - o Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est à dire :

Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)

- o Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées
- o Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième chance (E2C) ou Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE))
- o Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- o Personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet

- Personnes en sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service d'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP)
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

1.7.2 - Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

- Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés à l'article ci-dessus.
- Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser par tranche de 10 000 € hors taxes est de 5 heures.

La clause d'insertion ne sera mobilisée que lorsque le montant cumulé des bons de commande atteindra un montant de 130 000 € hors taxe, équivalant à 65 heures d'insertion

1.7.3 - Les modalités de mise en oeuvre des actions d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés.

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'une Association Intermédiaire (AI).

- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise.

Dans le cas où le titulaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la date de fin du marché).

Le titulaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en oeuvre les actions d'insertion.

1.7.4 - Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale. Le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en oeuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en oeuvre par le titulaire.

1.7.5 - Maintien du dispositif d'insertion

Si pour diverses raisons (techniques ou budgétaires) indépendantes de la maîtrise d'ouvrage, les travaux venaient à être retardés ou lors de la suspension de l'exécution des prestations, l'entreprise titulaire s'engage à ne pas rompre, dans la mesure du possible, la démarche d'insertion en affectant les personnes concernées sur d'autres chantiers de son choix, propres au titulaire. Ce dernier devrait en informer le facilitateur.

1.7.6 - Sortie du dispositif d'insertion

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat d'une personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer le facilitateur des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce, dans un délai de huit jours. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans les meilleurs délais.

A l'issue de la période d'accueil des salariés en insertion dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à établir un bilan qualitatif et quantitatif de l'opération. Il apportera son avis sur les possibilités d'évolutions professionnelles des personnes concernées.

En fonction de ses possibilités, le titulaire peut envisager de recruter une ou plusieurs de ces personnes ou les orienter vers un employeur potentiel.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Règlementation applicable au marché de sécurité privée
- le dossier technique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Les éventuelles dérogations au CCAG) -FCS figurent au dernier article du présent document.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

L'accord cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon. Les prestations à bon de Commande sont définies dans le CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS

Tout bon de commande émis pendant la durée légale de l'accord-cadre sera poursuivi jusqu'à sa complète exécution. Bien qu'émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre, la durée d'exécution du bon de commande ne peut excéder 12 mois au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an, reconductible tacitement 3 fois, à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Ajout

3.3 - Adresse d'exécution

Les prestations de services seront exécutées en France métropolitaine aux adresses mentionnées dans le bon de commande.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Forme des prix

Les prix de l'accord cadre sont actualisables.

Le prix formulé au BPU est:

- Libellé en euros ;
- unitaire
- hors taxes ;
- réputé établi aux conditions économiques du mois de remise des offres ;
- Le prix indiqué à l'annexe financière est **forfaitaire**.

Contenu des prix

Le prix comprend :

- La réalisation des prestations, y compris tous les frais afférents et frais généraux ;
- Plus généralement, tous les frais correspondant aux obligations du titulaire dans le cadre du présent dossier.

4.2 - Modalités de variation des prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 - identifiant INSEE 001565196

4.3 - Barème du titulaire

Le titulaire certifie que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir toutes les justificatifs permettant de vérifier cette conformité si cela lui est demandé par le maître d'ouvrage.

5 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, lorsque le montant minimum de l'accord-cadre est supérieur à 50.000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant minimum de l'accord-cadre si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités

détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : Code à renseigner : UBS
- Numéro d'engagement juridique : Le numéro d'engagement juridique sera communiqué au titulaire à la notification

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

8.1 - Prescriptions des fabricants

L'entrepreneur doit respecter les prescriptions de mise en œuvre des matériaux préconisées par les fabricants de ces dits matériaux. En cas de mauvaise compréhension ou de contradiction avec d'autres documents techniques, l'entrepreneur en avise le maître d'œuvre avant le commencement des travaux. Pour les textes paraissant avant la date de la soumission, les modifications et adaptations sont à la charge du soumissionnaire.

Pour les textes paraissant après cette date, il appartient au soumissionnaire d'informer la personne publique des incidences financières qui en découlent, avant toute exécution.

Le fait de ne pas énumérer ces documents ne pourra être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Lorsque l'interprétation du présent document et des textes officiels aboutit à une contradiction, l'administration se réserve le droit de définir la solution qu'elle jugera la plus appropriée sans modification de prix ou de délai.

Si, au cours de la réalisation des prestations, de nouveaux documents normatifs ou réglementaires entraînent en vigueur ou étaient modifiés, le soumissionnaire devra en avvertir l'administration et procéder aux modifications, afin de livrer au moment de la mise en service une installation conforme aux nouvelles dispositions.

Le soumissionnaire est tenu d'informer l'administration de toute discordance entre le CCAP et les règles, énoncées ou non, ci-dessus, ainsi que de toutes les questions qui pourraient être sources de litiges par la suite.

En conséquence, le soumissionnaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions au CCAP peuvent le dispenser d'exécuter toutes les prestations nécessaires ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur les prix.

Le soumissionnaire doit signaler par écrit à l'administration les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auxquels ils sont destinés et l'observation des règles de l'art.

Le soumissionnaire devra être habilité par les services de sécurité de l'administration ainsi que ses éventuels sous-traitants.

Des agréments spécifiques devront être demandés pour que les personnels du soumissionnaire puissent accéder au site, un engagement de confidentialité sera signé par le soumissionnaire et chacune des personnes agréées.

Le soumissionnaire, son personnel et ses sous-traitants devront se conformer au protocole régissant l'accès sur le site.

8.2 - Documents de références

Les travaux seront réalisés conformément aux Normes et Décrets en vigueur mentionnés dans le CCTP.

8.3 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées sur la plate-forme en ligne mise à disposition gratuitement par l'administration, à l'adresse suivante :

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par ailleurs, lorsque la personne publique est informée par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire est mis en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, Le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans qu'il puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

8.4 - Responsabilité sociétale des entreprises

Le présent marché comporte des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de progrès social.

Le respect des clauses ci-après s'impose au titulaire du marché, et le cas échéant, ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

8.4.1 - Droits de l'homme

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives ;
- disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies.

8.4.2 Relations et conditions de travailleurs

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles) ;
- avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
- appliquer les lois sur le droit à la formation ;
- respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
- appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
- le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé).

8.4.3 Protection de l'utilisateur

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les normes françaises et internationales applicables en matières de protection du consommateur ;
- fournir à la demande du RPA, la liste exhaustive des composants, leur provenance ainsi que les preuves de conformité à la réglementation nationale française et aux normes internationales applicables ;
- disposer de toutes les informations nécessaires à la communication réglementaire vis-à-vis du respect des réglementations et normes internationales liées au produit fournir ;
- disposer des études de risques pour les utilisateurs.

Par ailleurs, le titulaire doit garantir au RPA que la mise en place de son offre n'entrave pas la fourniture de services reconnus comme essentiels dans les réglementations nationales et normes internationales de comportement.

8.4.4 Loyauté des pratiques

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les droits de propriété intellectuelles de leurs partenaires ;
- avoir une politique de lutte contre la corruption ;
- s'inscrire dans le cadre d'une concurrence loyale.

9 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

- **L'admission** pure et simple des matériels et des prestations de service qui répondent aux spécifications du marché (sous réserve de la découverte d'éventuels vices cachés) ;
- **L'ajournement** : Les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point. En cas de refus du titulaire, les prestations peuvent être admises avec réfaction ou rejetées. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, une nouvelle vérification est organisée
- **La réfaction** : si les prestations ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du marché, elles peuvent néanmoins être admises en l'état. Elles sont admises avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées
- **Le rejet** : Si les prestations ne peuvent être admises en l'état, une décision de rejet partiel ou total est prononcée. En cas de rejet, le titulaire est tenu de reprendre tout ou partie de la livraison et de se mettre en conformité avec les prestations prévues par l'accord-cadre.

11 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

12 - Mesures d'ordre sociale - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré par le mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

13 Clauses sur les intervenants étrangers et travailleurs détachés

13.1 - Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 7.2 du CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français." En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail. »

13.2 - Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 14 du CCAP.

14 - Pénalités

Toutes les pénalités sauf celles de retard sont appliquées sans plafond.

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités ne peuvent faire l'objet d'exonération.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire »

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel de préparation, d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité journalière fixée à 200,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30,0 % du bon de commande.

Pour non-respect du planning lors de l'exécution, il est prévu des pénalités de 200 € par jour.

En cas de défaillance du titulaire ne résultant pas d'un cas de force majeure, les manquements constatés entraîneront, sur simple constat du pouvoir adjudicateur maître de l'ouvrage et sans mise en demeure préalable, outre le non-paiement des prestations non fournies, l'application des pénalités prévues ci-après par dérogation au CCAG FCS :

Pénalités	Pénalité appliquée
Dépassement du délai d'exécution du bon de commande - Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS	500 euros par jour de retard
Retard dans la mise en sécurité d'un bâti	500 euros par jour de retard
Prestation non conforme	200 euros par non-conformité relevée
absence de levée de doute ou/et absence d'alerte sur une intrusion sur un bâtiment protégé par le titulaire	200 euros si l'absence d'action ne cause aucun préjudice au pouvoir adjudicateur. 200 euros par jour d'occupation en cas d'intrusion, plus les coûts de remise en état et l'indemnisation du préjudice subi.
défaut de maintenance (remplacement des accus des portes blindées ou/et des alarmes) ou/et délais d'intervention non conformes au mémoire technique du candidat.	Il est fait application de l'article 14.2 du CCAG-PCS. La valeur V est alors l'intégralité du prix du bordereau des prix unitaires appliqué pour le bâtiment concerné.
Non-respect des consignes d'hygiène et de sécurité	500 euros par infraction constaté
Travail dissimulé	10% du montant du présent marché sans excéder le montant des amendes pénales prévues par le code du travail

- Pénalités pour conflit d'intérêt et de confidentialité

En cas de constatation du conflit d'intérêt, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 €. En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 €.

Pénalités pour non-respect de la clause des intervenants étrangers et travailleurs étrangers

A défaut d'affichage, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

En cas de non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers, le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 1000 € sur simple constat (et sans mise en demeure préalable). Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.

Pénalité pour le non-respect des modalités d'insertion sociale.

En cas de non-respect injustifié par des éléments extérieurs, irrésistibles et imprévisibles pour le titulaire ou l'un de ses sous-traitants, du volume d'heures de travail mentionné à l'article 9 de l'acte d'engagement, l'entreprise titulaire du présent marché sera redevable, après mise en demeure préalable, d'une pénalité égale à 2 fois le SMIC horaire en vigueur à la date d'application des pénalités par heures non réalisées. En cas de refus caractérisé de fournir les renseignements prévus à l'article 1.7 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard. Des manquements répétés des prestataires à leurs engagements respectifs d'insertion pourront relever des cas de résiliation prévus à l'article 14 du présent CCAP.

14.2 - Suivi de l'exécution

Le titulaire est invité à prendre contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur pour lui faire part de toute difficulté dans l'exécution du marché.

15- Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17- Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif compétent est celui de Paris : 7 rue de Jouy - 75 004 PARIS et peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Conflit d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

19 - Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021